



PRÉFÈTE DE LA HAUTE-SAONE

Direction départementale
des territoires

Service Environnement et
Risques

Cellule Eau

ARRÊTÉ DDT/2020 n° 183 du 09 juillet 2020
Portant prescriptions spécifiques au titre de l'article
L.214-3 du Code de l'environnement concernant les
travaux de déplacement et renaturation d'un ruisseau sur
la commune de La Voivre

LA PRÉFÈTE DE LA HAUTE-SAÔNE,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'environnement ;

VU le décret du 07 novembre 2019 portant nomination de la préfète de la Haute-Saône, Madame Fabienne BALUSSOU ;

VU l'arrêté n°70 2019 11 26 024 du 26 novembre 2019 portant délégation de signature à M. Thierry PONCET, directeur départemental des territoires de la Haute-Saône ;

VU l'arrêté DDT/2019 n° 499 du 27 novembre 2019 portant subdélégation de signature de M. Thierry PONCET, directeur départemental des territoires, à ses collaborateurs ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement reçu le 06 mai 2020, présenté par Monsieur DAVAL Franck, enregistré sous le n° 70-2020-00201 et relatif au déplacement et la renaturation d'un ruisseau sur la commune de La Voivre ;

VU le dossier des pièces présentées à l'appui du dit projet ;

VU le courrier en date du 26 juin 2020 adressé au pétitionnaire pour observation sur les prescriptions spécifiques ;

VU l'avis du pétitionnaire en date du 07 juillet 2020 sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que le tronçon sur lequel sont situés les travaux est d'origine anthropique, que le lit du ruisseau a été rectifié et est contraint en rive gauche par un muret de pierres ;

CONSIDÉRANT que ce tronçon est dans une zone d'accélération des flux hydrauliques et de marnage ayant provoqué une érosion importante du pied de la berge rive gauche et la déstabilisation de l'enrochement ;

CONSIDÉRANT que l'habitation située contre le ruisseau ne comporte pas de système d'assainissement, que les effluents rejetés dégradent la qualité de l'eau du ruisseau ;

CONSIDÉRANT que la mise en place d'un système d'assainissement nécessite un déplacement du lit du ruisseau, que ce déplacement peut être couplé avec une restauration morphologique du cours d'eau ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion durable et équilibrée de la ressource en eau et de préserver les intérêts listés à l'article L.211-1 du Code de l'environnement ;

SUR la proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet de la déclaration

Il est donné acte à Monsieur DAVAL Franck de sa déclaration en application de l'article L 214-3 du Code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant le **déplacement et la renaturation d'un ruisseau sur la commune de La Voivre, au lieu-dit Annegray.**

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du Code de l'environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R214-1 du Code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Déclaration	Arrêté du 28 novembre 2007
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1°) Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A), 2°) Dans les autres cas (D)	Déclaration	Arrêté du 30 septembre 2014

Article 2 : Prescriptions générales

Le déclarant doit respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent arrêté.

Article 3 : Prescriptions spécifiques

Période d'intervention

Afin de concilier les différents enjeux de reproduction de l'avifaune et de la faune piscicole, les travaux doivent se dérouler dans la période s'étalant du 1^{er} juin au 31 octobre.

Préparation du chantier

Sensibilisation et délimitation du chantier

Le pétitionnaire organise, avant le démarrage du chantier, une information pour les entreprises adjudicataires afin de leur présenter les règles liées à la protection du milieu naturel, à la sensibilité du secteur liée à la ressource en eau, les modalités de réalisation des travaux et les procédures à respecter en cas d'accidents ou d'incidents.

Un plan d'intervention détaillant la procédure à suivre en cas de pollution accidentelle et les moyens d'intervention en cas d'incident est élaboré et communiqué aux intervenants.

Le cas échéant, les zones présentant un enjeu particulier sont délimitées sur le terrain préalablement à toute opération par la mise en place d'un balisage, les préservant contre toute circulation d'engins.

Isolement de la zone de travaux

Les travaux sont réalisés hors d'eau. La mise en place du nouveau lit se fait sans communication avec le lit actif par le maintien, en amont et en aval du nouveau tracé, d'un merlon de terre.

Une fois les travaux achevés, la connexion avec l'ancien lit se fait par l'aval, en retirant le merlon de terre, puis par l'amont. Un filtre à paille est positionné à la connexion aval pendant l'ouverture du nouveau tracé. Il est maintenu jusqu'à ce que l'eau transitant dans le nouveau lit ne soit plus chargée en matières en suspension.

Une pêche de sauvetage est réalisée dans l'ancien tronçon une fois celui-ci asséché. Les individus capturés sont remis à l'eau en amont du site des travaux, à l'exception des espèces listées à l'article R.432-5 du Code de l'environnement et susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques (perche soleil, poisson-chat, écrevisses américaines), qui devront être détruites selon les règles édictées à l'article R.432-10 du Code de l'Environnement.

Stockage des engins et du matériel

Le stockage, l'entretien et le remplissage en carburant des engins se font sur une plate-forme étanche aménagée en cuvette de rétention et située en dehors du lit du cours d'eau.

Les huiles et les carburants doivent être stockés dans des réservoirs placés sur rétention.

Précautions relatives à la conduite du chantier

Protection du milieu

Toutes les précautions doivent être prises pour ne pas endommager les milieux aquatiques :

- Les engins de chantier sont munis de kits antipollution.
- Les huiles mécaniques utilisées pour les engins de chantier et les systèmes hydrauliques doivent être des huiles végétales biodégradables.
- Les engins de chantier doivent être entretenus en dehors de la zone de chantier, sur la plate-forme détaillée ci-avant.
- Tout engin présentant des fuites doit être systématiquement écarté du chantier. Une inspection est faite par le maître d'œuvre lors de chaque visite de chantier.
- Tout rejet lié à l'entretien des engins est interdit. En cas de rejet accidentel, les hydrocarbures et les terres contaminées doivent être évacués hors du chantier vers une installation de stockage et de traitement dûment autorisée.
- Les engins doivent être impérativement propres en arrivant et en repartant du chantier afin de ne pas véhiculer de plantes invasives.
- Les matériaux non-recyclables doivent être évacués en décharge agréée.

En cas de risque de crue ou d'évènement pluviométrique important, le bénéficiaire procède à la mise en sécurité du chantier. Il évacue hors du champ d'inondation les matériels/matériaux de chantier.

Pollution accidentelle

En cas d'incident lors de travaux susceptibles de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site (interruption dans la continuité), le maître d'œuvre doit immédiatement prendre toutes les dispositions nécessaires (pouvant aller le cas échéant jusqu'à l'interruption des travaux) afin de limiter les effets sur le milieu et sur l'écoulement des eaux et éviter qu'ils ne se reproduisent. Il informe également dans les meilleurs délais le service en charge de la police de l'eau. Celui-ci peut prescrire au gestionnaire les mesures à prendre pour mettre fin au dommage constaté et en circonscrire la gravité, et notamment les analyses à effectuer.

En cas de carences et s'il y a un risque de pollution ou de destruction du milieu naturel, ou encore pour la santé publique et l'alimentation en eau potable, le service chargé de la police de l'eau peut prendre ou faire exécuter les mesures nécessaires aux frais et risques des personnes responsables.

Description des travaux de renaturation

Mise en place d'un lit méandrique sur le ruisseau d'Annegray entre le pont de la rue du Breuil d'Annegray et la confluence de deux bras de ce ruisseau sur la parcelle n° 717 section B.

Linéaire des travaux : de l'ordre de 25 m

Largeur du lit mineur: de l'ordre de 0,6 m en fond

Profondeur du lit mineur en extrados : de l'ordre de 0,4 m

Niveau du fond de lit amont : radier de la buse de la rue du Breuil

Niveau du fond de lit aval : fond du cours d'eau à la confluence de ses deux bras.

Le fond du lit est recouvert d'une couche de 20 cm d'alluvions grossières. Les berges sont végétalisées avec des hélophytes et plantées de saules.

Article 4 : Modification des prescriptions

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut rejet.

Article 5 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, objets du présent arrêté, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenus du dossier de demande de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration doit être porté, **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Article 6 : Début et fin des travaux – Mise en service

Le pétitionnaire doit informer le service de police de l'eau, instructeur du présent dossier, 15 jours à l'avance, de la date de démarrage des travaux.

Il informe également le service instructeur de la fin des travaux.

Article 7 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 9 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent (par courrier ou par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr), conformément à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 10 : Publication et information des tiers

Conformément à l'article R.214-37 du code de l'environnement, une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de la commune de La Voivre, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de la HAUTE-SAONE pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 11 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône, le maire de la commune de La Voivre, le directeur départemental des territoires de la Haute-Saône, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Haute-Saône, et dont une copie sera tenue à la disposition du public en mairie.

Fait à Vesoul, le 09/07/2020
Pour la préfète et par délégation,
La responsable de la cellule eau



Emmanuelle CLERC